



Le 18 octobre, TOUS EN GREVE pour les libertés syndicales, nos salaires et nos retraites.

Les organisations syndicales CGT, FSU, FO et Solidaires condamnent avec la plus grande fermeté les mesures de réquisitions décidées par le gouvernement et mises en œuvre par les préfets, dans le cadre du conflit social mené par les travailleur.se.s des raffineries et des dépôts pétroliers, tout comme nous dénonçons toutes les attaques menées contre les syndicalistes qui se multiplient depuis des mois.

Ces attaques du monde du travail démontrent, à nouveau, le parti pris du gouvernement pour les intérêts du capital et des sociétés aux « supers profits », plutôt que pour ceux du travail et des travailleur.se.s.

Il s'agit là d'une remise en cause du droit de grève, une disposition illégale que les organisations dénonceront devant les tribunaux et qui amènera à une nouvelle condamnation de cette pratique. Car, oui ! Le gouvernement Sarkozy avait déjà été condamné sur le même sujet en 2011.

Le choix du gouvernement est clair : remettre en cause le droit de grève constitutionnel plutôt que de s'attaquer aux patrons de Total et d'Exxon qui jouent la carte du pourrissement, et, plus largement, aux groupes pétroliers qui s'enrichissent de manière éhontée sur le dos des citoyens. Dans la bataille idéologique qui est en cours, gouvernement et patronat n'hésitent pas à lancer des campagnes de désinformation, par exemple sur les conditions de rémunération des travailleur·ses mobilisé·es.

La responsabilité et les conséquences du conflit engagé dans la pétrochimie relèvent bien du patronat et du gouvernement, qui s'entêtent dans leur refus d'engager des négociations pour répondre aux revendications des salarié·e.s.

Dans la chimie comme ailleurs, le patronat essaie par tous les moyens de casser toutes perspectives de mobilisation en tentant de briser et de stigmatiser les militant·e.s, pour continuer à satisfaire l'appétit insatiable du capital. Face à ces attaques du monde du travail, il nous faut répondre collectivement pour faire entendre nos revendications.

Celles-ci sont légitimes : nous nous mobilisons pour une meilleure répartition des richesses créées par les salarié·e.s, en réclamant des hausses de salaires. Cela ne concerne pas que les raffineries : agroalimentaire, crèches, transports publics, énergie et nucléaire, organismes sociaux, banques et assurances, éducation, santé, commerce, métallurgie... Dans tous les secteurs professionnels, exigeons de réelles augmentations de salaire, immédiatement.

Les jeunes se mobilisent aussi, pour leurs conditions de vie et d'études ainsi que pour une réforme des bourses ambitieuse. Le mouvement des lycées professionnels, d'ores et déjà décidé pour le 18 octobre, s'inscrit dans cette dynamique.

Les organisations CGT, FSU, FO et SOLIDAIRES appellent tous·tes les salarié·e.s, du public comme du privé, à se mettre en grève partout où cela est possible et à venir rejoindre les rassemblements le 18 octobre 2022 :

- **Pau 10h30 devant la préfecture**
- **Bayonne 10h30 devant la sous-préfecture**
- **Imposons le respect des travailleurs.e.s, même quand ils sont en lutte !**
- **Imposons le retrait du projet scélérat de réforme des retraites.**
- **Imposons de vraies augmentations de salaire.**

Nous invitons également tous les syndicats à organiser partout des réunions de syndiqué·e.s et des assemblées générales avec les travailleur.se.s pour poursuivre et amplifier l'action revendicative sur la question des salaires, des conditions de travail et contre le projet de réforme des retraites.